

Bochure n° 3178

Convention collective nationale
IDCC : 200. – EXPLOITATIONS FRIGORIFIQUES

AVENANT N° 89 DU 16 JUILLET 2019

RELATIF AU RÉGIME DE PRÉVOYANCE

NOR : ASET1951220M

IDCC : 200

Entre :

USNEF,

D'une part, et

FGTA FO ;

FGA CFDT ;

FGT CFTC ;

CFE-CGC Agro,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Afin de prévenir un déséquilibre financier du régime de la prévoyance dans la branche des exploitations frigorifiques, les partenaires sociaux conviennent d'une révision à la hausse des taux de cotisation des garanties du régime de prévoyance conventionnel à effet du 1^{er} juillet 2019.

Article 1^{er}

L'article 2 de l'avenant n° 81 relatif à la prévoyance du 16 décembre 2013 est modifié comme suit.

« L'article 92 du régime de prévoyance de la convention collective nationale des exploitations frigorifiques, tel que modifié par l'avenant n° 81 du 16 décembre 2013, est modifié comme suit :

“Article 92

Les cotisations sont calculées sur les salaires bruts (tranches A et B) des salariés non cadres.

(En pourcentage.)

GARANTIE	TAUX CONTRACTUEL des cotisations (*)	PART SALARIÉ	PART EMPLOYEUR
Décès/IAD – obsèques	0,35	0,175	0,175
Invalidité	0,20	0,10	0,10

GARANTIE	TAUX CONTRACTUEL des cotisations (*)	PART SALARIÉ	PART EMPLOYEUR
Incapacité de travail	0,15	0,075	0,075
Rente éducation	0,11	0,055	0,055
Rente handicap	0,02	0,01	0,01
Portabilité	0,01	0,005	0,005
Total	0,84	0,42	0,42
(*) La répartition du total des cotisations est établie sur la base de 50 % à la charge de l'employeur et 50 % à la charge du salarié.			

Article 2

Date d'effet

Le présent avenant prend effet au 1^{er} juillet 2019.

Article 3

Dépôt. – Extension

Le présent avenant est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par le code du travail.

Les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent avenant.

Suivant les dispositions de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les parties signataires n'ont pas retenu de dispositions spécifiques telles que visées par l'article L. 2231-10-1 du code du travail à l'attention des entreprises de moins de 50 salariés, dès lors que le présent avenant vise à modifier le régime collectif obligatoire de prévoyance dont doivent bénéficier les salariés relevant de la convention collective et ce, quel que soit l'effectif de leur entreprise.

Fait à Paris, le 16 juillet 2019.

(Suivent les signatures.)